

CIFE Note de recherche n°111

Merve Samalp & Nicolas Crocy*, 5 janvier 2021

La Turquie en Afrique : une stratégie d'affirmation

Introduction

A partir des années 1990 et l'émergence d'un monde multipolaire, la Turquie a redéfini ses politiques internationales et régionales en adoptant une stratégie autonome vis-à-vis du bloc occidental¹. Dès lors, Ankara a cherché à consolider les liens politiques, économiques et culturels avec les pays africains². Cependant, depuis maintenant quelques années, cette stratégie s'est de plus en plus inscrite dans une perspective d'influence et de compétition régionale.

Les outils de « soft power »

En 1998, le gouvernement qui précédait celui de l'AKP avait adopté un plan d'action visant à mettre en place une politique d'ouverture en Afrique³ qui servit de socle aux stratégies futures de la Turquie sur le continent.

En 2003, la Turquie mit en place une première stratégie « pour améliorer les relations économiques avec l'Afrique » visant à accroître les parts du pays dans le commerce africain⁴. Ainsi, en 2005, elle obtint le statut d'observateur à l'Union africaine. En 2008, elle devint un partenaire stratégique de l'Union et fut acceptée en tant que membre non-régional de la Banque africaine de développement.

A partir de 2009, avec la nomination d'Ahmet Davutoğlu au ministère des Affaires étrangères, la Turquie a accentué le recours aux stratégies culturelles dans la promotion de son image. Professeur en relations internationales, Davutoğlu a mis en place la politique de « profondeur stratégique » selon laquelle la Turquie, État périphérique dont l'influence sur la scène mondiale restait limitée, devait définir une vision claire et précise de sa politique extérieure afin que le pays redevienne un État central⁵. C'est dans le contexte de la réorientation de sa politique extérieure – qui se voulait davantage inventive et indépendante depuis la fin

du monde bipolaire – que la politique turque en Afrique a commencé à réellement prendre son essor. La Turquie adopta un discours néo-tiers-mondiste dénonçant l'injustice de l'ordre international. De cette manière, elle gagna en crédibilité auprès des pays africains avec pour objectif final d'accroître ses échanges commerciaux avec le continent grâce à une coopération économique « sud-sud » et un renforcement de sa position sur la scène internationale.

Le nombre d'ambassades turques est ainsi passé de 12 à 46 entre 2009 et 2020⁶. Les coopérations bilatérales et les accords de libre-échange ont suivi la même tendance durant cette période : la somme des transactions commerciales entre l'Afrique et la Turquie a atteint 26,2 milliards de dollars en dix ans. L'aide humanitaire a également contribué de façon importante à la construction des relations entre la Turquie et le continent. En 2012, 31 % de l'aide publique au développement (APD) de la première a été consacrée à l'Afrique, arrivant ainsi au rang de quatrième donateur mondial. Les ONG turques sont actives dans les domaines de la santé, de l'éducation et du renforcement des infrastructures.

La politique proactive d'ouverture en Afrique du début des années 2000 s'est traduite par la création de nouvelles routes aériennes entre la Turquie et le continent. En 2019, le nombre total de vols de la compagnie aérienne nationale turque, Turkish Airlines, s'est élevé à 60 destinations ce qui la place parmi les compagnies étrangères les plus développées sur le continent africain.

Un autre élément important de la stratégie turque fut l'implémentation de la TIKKA – l'Agence turque de coopération et de développement – en Afrique. Créée en 1992, elle a été initialement pensée comme une agence d'aide au développement. Son but était de fournir de l'aide aux nouvelles républiques turcophones et aux nouveaux voisins de la Turquie à la suite de la disparition de l'URSS et de la Yougoslavie mais aussi d'améliorer la coopération avec ceux-ci

dans les domaines de l'économie, de la santé, de la culture et de l'éducation. En se tournant vers l'Afrique, l'agence a contribué à la mise en place de grands projets d'infrastructures à travers le continent. Depuis 2005, 22 bureaux de la TIKA y ont été créés.

La construction d'écoles constitue également un élément de cette même stratégie. Les premières écoles turques en Afrique appartenaient au réseau güleniste. Depuis 2016, à la suite de la tentative de coup d'État manqué, le Président turc Recep Tayyip Erdoğan appelle régulièrement, lors de ses visites diplomatiques sur le continent, à la fermeture de ces écoles⁷. C'est dans ce contexte que la Fondation Maarif, créé un mois avant la tentative de coup d'État⁸, s'est vue attribuer la mission de remplacer les écoles gülenistes par des écoles officielles de la République de Turquie. Par ailleurs, la Turquie accorde des bourses aux jeunes Africains qui souhaiteraient poursuivre leurs études universitaires en Turquie.

Au même titre que l'éducation, la culture est au cœur de la politique africaine de la Turquie. En 2007 est créé l'Institut Yunus Emre. À l'instar de l'Institut français, du British Council ou du Goethe-Institut, l'Institut Yunus Emre a comme objectif de promouvoir la langue et la culture turque à travers des cours de langue, des expositions culturelles ou des festivals. À ce jour, 8 bureaux ont ouvert leurs portes sur le continent africain.

Enfin, la production médiatique turque constitue l'outil le plus important de sa politique africaine. Elle est le vecteur principal de son rayonnement sur le continent. À travers ses productions culturelles et médiatiques, ce n'est pas seulement le *lifestyle* « à la turque » qui est promu mais également le point de vue turc sur les questions de politiques internationales. Elle se fait par deux canaux : d'une part, la création en 2010 de TRT Al-Arabiya et en 2015 de TRT World – chaînes de télévision faisant partie du réseau public de la radio-télévision turque et diffusant en arabe, anglais, français et swahili – ; d'autre part, la production de séries par des chaînes privées qui sont exportées vers tout le continent.

Implantation stratégique et sécuritaire

Aujourd'hui la politique turque envers le continent africain évolue vers un engagement accru. Depuis plusieurs années, alors que la Turquie se livre à une lutte d'influence avec l'Arabie saoudite, l'Égypte et

les Émirats arabes unis, sa stratégie en Afrique a évolué. Elle ne se limite plus seulement à l'emploi d'outils diplomatiques mais répond désormais à une réflexion stratégique et sécuritaire.

En 2011, suite à une famine dévastatrice dans les régions du Bas-Shabelle, de Mogadiscio et de Bay⁹, la Turquie s'est attribuée le mérite d'être l'un des seuls pays à avoir soutenu la Somalie. Depuis lors, les relations turco-somaliennes ont prospéré, passant d'aides humanitaires à des programmes de coopération en matière de sécurité¹⁰. En septembre 2017, Ankara a inauguré à Mogadiscio sa plus grande base militaire à l'étranger d'une valeur de 50 millions de dollars¹¹. Quelques mois plus tard, dans le cadre du rapprochement avec le Soudan, la Turquie s'est vue accorder la souveraineté sur l'île Suakin pour une durée de 99 ans¹². La Turquie est chargée de reconstruire l'île et de créer des terminaux pour l'usage et la maintenance des navires civils et militaires. Située en face de La Mecque, l'île de Suakin devrait permettre à la Turquie d'en faire une zone de transit pour les pèlerins musulmans. L'usage, y compris militaire, qu'en ferait Ankara reste cependant pour le moment indéfini.

Alors que la Turquie ne disposait d'aucun point d'ancrage stratégique dans la Corne de l'Afrique il y a encore quelques années, elle a réussi, en dix ans, à implanter une base militaire en Somalie et un port au Soudan, deux pays longés par la deuxième voie maritime la plus importante au monde. Cette présence a alarmé l'Égypte et l'Arabie saoudite en raison de l'importance stratégique de la mer Rouge pour le canal de Suez et les installations portuaires sensibles de la côte ouest saoudienne. Outre l'aspect géostratégique, la Turquie cherche également à marquer son opposition à la domination des Saoudiens et du wahhabisme sur les lieux saints en s'implantant en face de La Mecque et de Médine.

Après s'être établie en Afrique de l'Est, la Turquie lorgne désormais plus à l'ouest, notamment dans le pré carré français. D'abord présente via des réseaux religieux, Ankara cherche à y étendre son influence politique et militaire. La Turquie vient de signer au Niger en juillet un accord de coopération militaire¹³ ouvrant probablement la voie à la création d'une base militaire dans le pays. Cette implantation fait du Niger un allié fiable dans une région où de nombreux pays tels que l'Égypte mettent en place des stratégies contre l'influence de la Turquie.

Présence turque dans le conflit libyen

Depuis la chute de Kadhafi en 2011, la Libye est déchirée entre deux autorités rivales : le gouvernement d'union nationale (GUN) du premier ministre Fayez el-Sarraj – reconnu par l'ONU – et l'Armée nationale libyenne (ANL) dirigée par le maréchal Haftar. Dans cette lutte d'influence, la Turquie a officialisé au printemps 2019 son soutien à Sarraj, alors en difficulté face à l'offensive du maréchal Haftar. L'aide turque s'est d'abord cantonnée à l'envoi d'armes, de véhicules blindés et de drones Bayraktar TB2, ce qui a permis aux troupes du GUN de rééquilibrer temporairement le rapport de force durant l'été 2019¹⁴. Ce soutien logistique a freiné l'offensive de l'ANL mais ne l'a pas stoppée. En novembre 2019, la Turquie a donc décidé d'intensifier son engagement militaire dans le pays en signant un pacte de coopération militaire assorti d'un accord de démarcation maritime permettant de renforcer l'envoi de matériel militaire et de déployer des responsables de l'armée et du renseignement turcs ainsi que plusieurs milliers d'hommes de milices syriennes¹⁵. Officiellement l'aide turque a pour objectif de rééquilibrer la puissance militaire du GUN sur le terrain afin de créer les conditions d'un cessez-le-feu et d'une solution politique négociée à la crise libyenne. En vérité, la politique turque en Libye suit trois stratégies interdépendantes.

1/ La première consiste à traduire les victoires militaires en gains financiers et énergétiques concrets lui permettant, à court terme, de participer à des projets d'infrastructures et de constructions ainsi qu'à l'exploration pétrolière et gazière¹⁶. 2/ La deuxième s'inscrit dans une lutte d'influence que se livre la Turquie dans la région contre certains pays arabes : l'Égypte, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Sur le plan stratégique, la Turquie cherche à s'installer durablement, notamment en construisant deux bases militaires, l'une aérienne à Al-Watayah et l'autre navale à Misrata¹⁷. Ces nouvelles bases représenteraient un avantage majeur non seulement dans la sécurisation de la Tripolitaine mais elles permettraient également à Ankara d'accroître son influence en Afrique du Nord et au Sahel, la Libye étant un carrefour stratégique entre l'Europe et l'Afrique sub-saharienne. 3/ La troisième s'inscrit dans un cadre énergétique plus large en Méditerranée orientale. Face au « forum du gaz au Moyen-Orient » composé de la Grèce, Chypre, Israël et l'Égypte, la Turquie a réalisé qu'elle avait été mise hors-jeu dans une zone importante et stratégique. En signant cet accord de démarcation

maritime, la Turquie cherche donc à atteindre deux objectifs. À court terme, par le biais de poursuites judiciaires, elle ralentit la construction du gazoduc EastMed que la Grèce, Chypre et Israël souhaitent développer. À long terme, elle essaye de rééquilibrer ce qu'Ankara considère comme des avantages disproportionnés revenant à la Grèce et la République de Chypre dans le partage des zones maritimes. En agissant ainsi, la Turquie cherche en réalité à intégrer la table des discussions et à obtenir un droit de regard, sinon un droit d'exploration, dans les zones revendiquées.

Conclusion

Depuis les années 1990, Ankara a sensiblement accéléré son retour en Afrique en s'appuyant tout d'abord sur une rhétorique « de solidarité et de partenariat »¹⁸ qui prône l'utilisation de différents outils diplomatiques. Mais depuis maintenant quelques années, la Turquie n'hésite plus à s'engager sur le plan militaire et stratégique sur le continent. Ne disposant pas des moyens financiers des acteurs régionaux comme l'Arabie Saoudite ou les Émirats arabes unis, Ankara a su jouer intelligemment avec ses atouts et est ainsi parvenue, dans plusieurs pays comme la Libye, à s'imposer comme un acteur régional important.

***Merve Samalp** est une ancienne étudiante du CIFE spécialisation Études méditerranéennes, diplômée de Droit international de l'Université libre de Bruxelles et membre du Comité Énergies & Environnement des Jeunes de l'IHEDN.

***Nicolas Crocy** est un ancien étudiant du CIFE spécialisation Études méditerranéennes et suit actuellement un diplôme de langue et civilisation de turc à l'Inalco. Il est également auditeur jeune de l'IHEDN et membre du Comité Moyen-Orient et Monde des Jeunes de l'IHEDN.

Références:

- ¹ Pierre Berthelot, « Les nouvelles ambitions africaines de la Turquie », Géopolitique africaine, n°45, 2012, p. 1
- ² Oliver MBABIA, « Ankara en Afrique: stratégies d'expansion », Outre-Terre, 2011, no 3, p. 107-119
- ³ Le plan d'action prévoyait déjà une amélioration du niveau de la représentation diplomatique turque en Afrique, le développement des relations politico-économiques, l'approfondissement des liens

culturels, une coopération militaire et l'organisation d'exercices militaires conjoints en territoire turc.

⁴ Oliver MBABIA, « Ankara en Afrique: stratégies d'expansion », *Outre-Terre*, 2011, no 3, p. 107-119

⁵ Jana Jabbour, « Le monde selon Ankara », <https://www.telos-eu.com/fr/globalisation/politique-internationale/le-monde-selon-ankara.html>, consulté le 31 octobre 2020.

⁶ Sébastien Abis, « Quand la Turquie sème en Afrique », <https://www.lopinion.fr/edition/international/quand-turquie-seme-en-afrique-chronique-sebastien-abis-228432>, consulté le 10 novembre 2020

⁷ France 24, « En Afrique, Erdogan veut la peau des écoles Gülen », <https://www.france24.com/fr/20171010-turquie-mali-senegal-ecoles-africaines-mouvement-gulen-diplomatie-yavuz-selim>, consulté le 9 novembre 2020.

⁸ Voy. <https://turkiyemaarif.org/page/524-turkish-maarif-foundation-12>, consulté le 9 novembre 2020.

⁹ Olivier Tallès, 2013, « La famine en Somalie a fait 258000 morts, selon l'ONU », *La Croix*, <https://www.la-croix.com/Actualite/Monde/La-famine-en-Somalie-a-fait-258000-morts-selon-l-ONU-2013-05-02-955427>, consulté le 3 octobre 2020.

¹⁰ Bulur, Sertac, 2019, « Turkish Interior Minister Meets Somali Counterpart », *Anadolu Agency*, <https://www.aa.com.tr/en/africa/turkish-interior-minister-meets-somali-counterpart/1366348>, consulté le 27 septembre 2020.

¹¹ Asya Akca, 2019, *Neo-ottomanism: turkey's foreign policy approach to africa*.

¹² Hicham Mourad et Patrick Hébrard, 2019, *La ruée sur la mer Rouge : la dimension militaire des enjeux et la stratégie des nouveaux acteurs*, Fondation pour la recherche stratégique.

¹³ Mehmet Ozkan, 2020, « Pourquoi la Turquie tisse des amitiés en Afrique de l'Ouest », *Middle East Eye*, <https://www.middleeasteye.net/fr/opinion-fr/turquie-afrique-france-influence-diplomatie-soft-pow-er?fbclid=IwAR3YM6hoQKEGmG1cN5DmRE5-PfSdY1ghnPCjFHUqyCqYgLn2lERiQmLBVyY>, consulté le 3 octobre 2020.

¹⁴ Aude Thomas, 2020, *La montée en puissance de la Turquie sur la base aérienne d'Al-Watiyah*, Fonda-

tion pour la recherche stratégique.

¹⁵ Göktuğ Sönmez et Nebahat Tanriverdi Yaşar, 2020, *Making Sense of the Crisis in the Eastern Mediterranean and Turkish Involvement in Libya*, *Georgetown Journal of International Affairs*

¹⁶ Galip Dalay, 2020, « En Libye, la Turquie est en quête d'une « troisième voie » à Syrte », *Middle East Eye*, <https://www.middleeasteye.net/fr/opinion-fr/libye-turquie-diplomatie-france-gaz-russie>, consulté le 12 octobre 2020.

¹⁷ Aude Thomas, 2020, *La montée en puissance de la Turquie sur la base aérienne d'Al-Watiyah*, Fondation pour la recherche stratégique.

¹⁸ Oliver Mbabia, 2011, *Ankara en Afrique : stratégies d'expansion*, *Outre-Terre*.